

Syndicat CGT FONDERIE DE BRETAGNE  
ZI de KERPONT BP40308  
56603 LANESTER CEDEX

A Caudan, le 01/04/2022



### **A l'attention des candidat(e)s à l'élection présidentielle**

Mesdames, Messieurs,

La relocalisation et de la réindustrialisation de la France sont des sujets qui ont souvent été abordés par les candidats à l'élection présidentielle. Un exemple concret est le secteur automobile, avec en exergue, la destruction de la filière des fonderies françaises. Quelle doit être la position de l'Etat face à la stratégie de délocalisation de nos constructeurs automobiles Français (notamment RENAULT) ? Que feriez-vous si vous étiez élu(e) ?

Pour rappel, la balance commerciale de la France est de -84.7milliards € pour 2021  
L'automobile et les équipements pour véhicules représentent le deuxième plus fort déficit de la balance tricolore (hors énergie) :

- - 18 milliards € en 2021
- - 15,4 milliards € en 2020

A titre de comparaison, la branche automobile en 2004 représentait un excédent de 12,3 milliards €

Les délocalisations à outrance de nos constructeurs français auront uniquement servi les intérêts des actionnaires.

Que fait l'Etat pour remédier à cela :

- Donner des primes de 6000€ pour acheter des DACIA SPRING 100% fabriquées en Chine ?
- Faire profiter aux constructeurs de dispositifs, comme l'APLD, pour payer les salaires de leurs employés ?

Il est impératif que l'Etat (premier actionnaire du groupe Renault) rappelle aux constructeurs français leur degré de responsabilité.

Qu'en est-il de la souveraineté nationale ?

De l'aveu même de Carlos TAVARES sur la crise des composants électroniques : « *Certains producteurs sont en train de stocker pour maîtriser et faire durer la pénurie. Il va falloir que les constructeurs se rapprochent de la source de conception et de fabrication de ces composants.* »

Aujourd'hui, la crise des composants électroniques est au cœur de l'actualité. Il s'agit bien d'un secteur d'activité que nous avons en France et qui a été délocalisé en Asie. Le schéma est en train de se reproduire pour les fonderies françaises.

La fabrication des pièces en fonte ou en alu qui étaient faites à la SAM, aux fonderies du Poitou, à MBF ou à la fonderie de Bretagne n'est pas arrêtée. Elle est délocalisée en Turquie, Roumanie, Espagne, Pologne ...

Que se passera-t-il quand ces nouveaux fournisseurs comme DRAXTON ou TUPY qui écrasent tout sur leur passage auront le monopole pour l'approvisionnement de pièces en fonte ?

Les composants électroniques aujourd'hui, les pièces en fonte demain ?

Quelle est la position de l'Etat quant à la stratégie actuelle de Renault ?

Il est clair que M. DE MEO ne souhaite pas que l'Etat vienne faire de l'ingérence chez Renault, mais comme mentionné plus haut si Renault vend des voitures, c'est bien grâce aux primes à l'achat versées par l'Etat français. Et, si la masse salariale du groupe en France n'a pas trop pesé dans le bilan, c'est bien grâce à l'APLD.

Comment l'Etat peut cautionner le démantèlement de l'ingénierie en France, la délocalisation de la Clio en Turquie et en Slovaquie et la fabrication de l'ARKANA (véhicule qui sauve l'année de Renault) en Corée du Sud ?

Actuellement les pièces fabriquées à FDB sont usinées et assemblées sur les châssis au Mans. Qu'en sera-t-il quand ces pièces seront fabriquées ailleurs ? Va-t-on usiner au Mans des pièces coulées en Turquie pour les renvoyer sur les sites d'assemblage en Turquie ?

Pour FDB, Renault annonce qu'une partie des pièces châssis vont basculer en aluminium. (Pour information, les sources d'approvisionnement de matières premières pour l'aluminium proviennent à 55% de Chine, et pour le reste majoritairement de Russie et des USA) Aujourd'hui, chez Renault, seuls les véhicules haut de gamme thermique sont équipés de PF alu.

De l'aveu même de notre directeur de site lors d'un CSE ordinaire, en date du 27 Janvier 2022 : « la fabrication de ces pièces est en Asie, et il n'y a pas de fabrication en Europe. » (Cette stratégie est à l'opposé du constat fait par M. TAVARES, mais aussi à l'opposé du discours de M. MACRON qui demande notre indépendance vis-à-vis des autres continents).

Il est évident que l'Etat n'a pas autant d'influence qu'on le voudrait sur un groupe comme Renault (même en tant que premier actionnaire), mais son rôle est quand même de les rappeler à leurs responsabilités.

Comment en pleine sortie de crise COVID, des composants électroniques, de pénurie en tout genre, et suite à la désindustrialisation de notre pays, peut-on laisser une filière complète être démantelée à ce point ?

Allez-vous laisser la France devenir un pays de services ? L'industrie a-t-elle encore sa place en France ?

Quelle est votre position au sujet des groupes industriels (ex : RENAULT) qui profitent des aides de l'Etat français (nos impôts) et délocalisent leurs productions à l'étranger ? Que pensez-vous faire à ce sujet, si vous étiez élu(e) ?

### **Contact :**

Maël Le Goff, secrétaire du syndicat CGT Fonderie de Bretagne : 06.33.02. 29.92